

LE RÉPUBLICAIN

5 CENT.

JOURNAL DE LYON.

ABONNEMENTS.

ON S'ABONNE

RÉDACTION.

ADMINISTRATION.

ANNONCES.

	Lyon.	Rhône.	Dép.
Un an	18	24	30
Six mois	9	12	15
Trois mois	4 50	6	7 50

A LYON, rue Centrale, 3.
A PARIS, chez LEJOLIVET et Comp., rue Notre-Dame-des-Victoires:
BUREAUX, rue Centrale, 3.

Les communications concernant la rédaction doivent être adressées au citoyen GRIGNAND.
Toutes lettres et paquets non affranchis sont expressément refusés.

Tout ce qui concerne l'administration doit être adressé au citoyen BUREL, gérant.
(Affranchir.)

Le Prix des Annonces est de 25 cent. la ligne.
Le Prix des Réclames est de 50 cent. la ligne.
Les annonces concernant les associations ouvrières, seront insérées gratis.

Souscription permanente pour la distribution gratuite du RÉPUBLICAIN dans l'armée et dans les campagnes.

(Neuvième liste.)

Un abonné, 50 c. — Deux demoiselles et deux dames, 1 fr. — Un épicier démocrate, 1 fr. 75 c. — Un disciple de Raspail, 25 c. — Un socialiste, 25 c. — Fontrobert, Eugène, démocrate socialiste, 1 fr. — La démocrate Laurent, 15 c. — Meunier, 1 fr. — Mme Ravat d'Hauteville, 5 fr. — R. R., 50 c. — V. J. C., 50 c. — Un anonyme, 1 fr. — Juliette, démocrate socialiste, 15 c. — Un abonné de la rue de la Gerbe, D., 50. — Burel père, 1 fr. — Turin, tailleur de pierre, 50 c. — Un démocrate de St-Didier, 1 fr. — Rey, 75 c. — Gailard, Philippe, républicain, 1 fr. — Emmanuel, propriétaire républicain, 25 c. — G. L., socialiste rouge, 40 c. — C. L., républicain socialiste, 40 c. — M., socialiste rouge, 40 c. — J. G., républicain social, 10 c.

Total.	19	25
Total des listes précédentes.	186	65
	205	90

Lyon, 8 avril.

La monarchie républicaine de 1830, et la République monarchienne de 1849.

En 1830, le souvenir brûlant de l'invasion étrangère, uni au dégoût général du Peuple pour des institutions surannées que l'on avait tenté de restaurer dans notre pays, avait excité dans toutes les classes un violent désir de renvoyer à l'étranger tous ces débris vermoulus et poudreux d'un ordre de choses fini à tout jamais. Cette Révolution éclata enfin, et fut accueillie avec un enthousiasme frénétique d'un bout de la France à l'autre. De tous côtés on vit exhaler de vieux symboles de gloire et de liberté : cocardes de l'Empire et drapeaux de la République ; l'aigle reparut et le coq fut adopté, mélange confus de sentiments indistincts. L'on sentait vaguement que des horizons nouveaux allaient s'ouvrir. Aussi que de contradictions dans ce gouvernement posé comme une planche entre deux rivages.

La souveraineté du Peuple est reconnue en principe et niée en fait : la monarchie est restaurée, mais on l'entoure d'institutions républicaines ; on maintient la pairie, mais on brise les bases de son institution ; on veut la paix, mais on la veut armée ; on dit : *Liberté*, mais à côté on s'empresse d'écrire : *Ordre public*, au nom duquel on fait de la compression ; enfin rien de grand, rien de large, on est dans l'attente de la formule sociale. On n'est plus dans le vieux monde, on sent vaguement que l'on est dans une époque génésiaque ; tous les sentiments sont excités.

Tous les grands artistes cherchent l'inspiration, et les penseurs, inclinés vers l'avenir écoutent les murmures populaires.

Mais pendant ce temps d'arrêt, la société française, livrée aux plus vils instincts, se vautre dans l'orgie et la prostitution des consciences. On court à la satisfaction des intérêts purement matériels. Alors tous les agioteurs, les traitants, les loups cerviers de la bourse, marquis de comptoirs, princes de la finance, autocrates de l'usine, niant toute chose grande et sainte, se mettent à danser la plus effroyable des rondes macabres, en foulant aux pieds tout ce qui fait l'honneur de la patrie et le bonheur d'un grand Peuple.

Pendant ce temps, les penseurs, les amis de l'humanité de toute classe, de toutes conditions, continuaient à déposer sur le sol et dans les consciences, le résultat de leurs recherches humanitaires.

Et un jour, au moment où l'on s'y attendait le moins, les pavés se soulevèrent d'eux-mêmes, et la royauté fut engloutie, considérée qu'elle était, comme le représentant de cet état sans nom, sans principe et sans avenir.

Mais l'éclosion de ces idées obtenue à la chaleur du bivouac révolutionnaire étonna et surprit ceux qui avaient dormi dix-huit ans, méprisant les utopies pour s'éviter la peine de les étudier, et c'est là le plus grand nombre. Le Peuple avait passé une épouvantable période de misère et de déceptions, cherchant en vain une porte pour sortir de cet enfer au-dessus duquel se faisait les bacchanales de l'agioteur et de la corruption.

Les plus vertueux avaient dormi.

La France, étonnée d'abord de ce flot d'idées inconnues, voulut attendre et connaître, et aux élections d'avril, les socialistes furent systématiquement écartés.

Le gouvernement provisoire, sans principes communs, divisé d'antécédents et de but, se trouva comme un esquif sans pilote au milieu des flots populaires. Il reprit à son insu la politique du gouvernement tombé. Tous ses efforts se bornèrent à attendre les élections. Il a été révolutionnaire à rebours.

Les royalistes se sont emparés de la barque gouvernementale, l'ont pavisée de couleurs, tourné le gouvernail vers le passé, et, depuis ce temps, nous voguons à retour, dans les mêmes sillons, et nous retrouvons tous les hommes, toutes les institutions que la révolution avait laissés couchés sur la route. Le Peuple des villes est replongé dans son immense misère et recommence son infernal travail de Sisyphe. Le Peuple des campagnes retombe accablé sous le poids de la domination du capital et des lourds impôts, l'usure stimulée par la peur va lui sucer de nouveau sa sueur et son sang. Et les Peuples, courbés sous le joug de l'aristocratie, vont se tourner de nouveau vers l'étoile de la France, se demandant si le nuage ne se dissipera pas bientôt.

L'Echo des Electeurs.

Ils n'ont pas eu assez d'esprit entre eux tous. Ils ont eu beau se cotiser, s'alambiquer, se quintessencier, ils ne sont point parvenus à extraire de leurs cervelles usées par les calculs de la bourse, assez d'idée, de jugement, de bon sens, de subtilité, et à défaut de tout cela, de mots, de formules, de phrases banales, pour défrayer une feuille éphémère, un canard électoral. Pauvres gens ! eux, si riches en argent, en crédit, en fatuité etc., ont été obligés de prendre à leurs gages, un de ces condottieri de la presse, espèce de Figaro ambulante, qui prêteur leur esprit à leurs maîtres pour un morceau de pain. Il en était déjà ainsi dans l'ancienne Rome. Des patriciens hébétés par le luxe et la table, entretenaient auprès d'eux des esclaves rhéteurs, grammairiens, philosophes, au moyen desquels, sans sortir de leur silence magistral, ils faisaient face à toutes les nécessités de la conversation la plus érudite, tantôt par une citation d'Homère, tantôt par une discussion sur Platon ou sur les Scholiastes.

Nos Crésus ont eu d'abord l'intention de confier la rédaction du nouveau journal, *L'Echo des Electeurs*, à la plume spadassine de Cassagnac ; mais cet olibrius politique, qui tranche du gentilhomme à la manière du grand Scudéry, a mis ses services à un trop haut prix : tout le dévouement monarchique de nos banquiers, n'a pu faire avec de l'or, le contrepois de cette plume redoutable que l'ex-rédacteur de *L'Epoque* est venu jeter fièrement dans l'un des plats de la balance. Quelques uns jetèrent les yeux sur Paul Bonjour, autre grotesque que vous connaissez, l'auteur du *Candidat modèle* qui a fait les délices du Jardin d'Hiver ; oui, sur ce pauvre Paul Bonjour, que nous avons rencontré si souvent dans le jardin de l'ancien Palais-Royal, écornifflant de groupe en groupe, un diner pour un bon mot. Certes, celui-là n'était pas cher, mais il était usé, plus usé que son dernier habit. Enfin, on a mis la main sur un de ces écrivailleurs, qui, n'ayant pas trouvé place au soleil de la publicité parisienne, s'est empressé d'associer les mécomptes de son amour-propre aux rancunes de l'esprit départemental.

Léger d'équipage, d'esprit et d'embonpoint, ce nouveau champion, à peine arrivé, s'est montré jaloux de croiser la plume avec le *Républicain*.

C'est lui qui nous apprend : il a lu, relu, dit-il, et médité nos articles, et malgré toute sa perspicacité, il n'est pas parvenu à reconnaître à quel système, à démêler à quelle nuance socialiste nous appartenons. Là, ne pourrait-il pas se faire aider dans ses recherches par nos bons amis du *Courrier*, de la *Gazette* et du *Salut Public*, dont les

FEUILLETON DU RÉPUBLICAIN, DU 9 AVRIL.

LES

QUATRE SERGENS DE LA ROCHELLE.

PREMIÈRE PARTIE.

X.

Gilberte.

(Suite.)

Il s'arrêta devant la balustrade vers laquelle il était déjà venu quelquefois, lorsqu'il se trouvait de garde sur les remparts voisins, échanger quelques mots avec Gilberte et prendre un bonheur de hasard.

Ce jour-là, il le sentait bien plus vivement... C'était la première fois qu'il revoyait Gilberte depuis l'ouverture de la conjuration... Pourtant, au milieu des devoirs imposants qui pesaient sur lui, au milieu des émotions puissantes d'une révolution près d'éclater, son âme se reportait encore souvent vers la jeune fille qu'il aimait... qu'il aimait comme si, heureux enfant de la paix et de la solitude, il eût pu ne vivre que d'amour...

Mais prêt à partir pour un de ces voyages dont on ne revient guère, il ne pouvait pas même, en confiant ce départ à Gilberte, émouvoir son cœur. Il devait s'éloigner sans emporter ni un adieu, ni la certitude d'être aimé... ces trésors cachés qui fournissent sans cesse au courage du combattant.

Ainsi, lorsqu'il aperçut Gilberte au bord de son jardin, un

Voir le *Républicain* du 9 mars au 8 avril.

frisson courut dans ses veines et pâlit légèrement son visage. Il s'appuya sur la petite barrière qui le séparait de la jeune fille :

— Gilberte, dit-il avec un triste sourire, il faut que je t'apprenne bien vite le sujet qui m'amène : car si je me mets à causer avec toi, je l'oublierai... et j'oublierai même la garde du bastion que je dois remonter dans dix minutes d'ici.

— Dans dix minutes ! répéta Gilberte en regardant au cadran solaire. Tu fais bien de me le dire, car je te laisse huit minutes pour causer, et je te renvoie aux remparts où tu arriveras à temps... en courant bien fort !... Voyons d'abord ce dont tu viens me parler.

— Veux-tu me rendre un service ?

— De tout mon cœur.

— Tu vois cette carte. Il faut que ce soir même elle soit remise à quelqu'un.

— La singulière chose, dit la jeune fille en prenant le carton peint... des signes de zodiaque... des étoiles... Je ne comprends rien à cela.

— Ne cherche pas à comprendre, mon enfant. Mais vois-tu, cette carte est d'une telle importance que je ne peux la confier à personne au monde... si ce n'est à toi, que je regarde comme un autre moi-même.

— Tu as raison.

— Et il faut absolument, comme je le disais, qu'elle soit remise à la personne en mains propres, sans témoin, et avant dix heures du soir.

— Donne la carte... A qui la porterai-je ?

— Au vicomte Arthur d'Oberon, à l'hôtel du même nom, dans la rue Royale.

— Je te promets qu'elle sera remise, dit Gilberte avec le même ton de gravité que Raoulx avait mis dans sa demande.

— C'est bien, je suis tranquille, dit la jeune femme.

Gilberte réfléchit.

— Mon Dieu ! il est donc bien vrai que tu as des secrets, reprit-elle avec douceur, des secrets importants que tu me

caches à moi-même !... Cela me ferait croire aux bruits si-nistres qui circulent depuis quelque temps.

— Quels bruits ?

— On dit qu'il y a des carbonari à La Rochelle ou dans les environs, qui méditent une révolution terrible... le massacre entier de la France !...

— Ah ! vraiment ?

— On dit aussi qu'il y a des révoltés même dans le régiment de la garnison. O Raoulx ! ajouta-t-elle, en levant sur lui ses grands yeux noirs pleins de crainte et de charme, serais-tu bien toi-même un des membres de ces sociétés secrètes, qui causent tant d'alarmes, et sont exposés en retour à de si affreux dangers !

— Ma chère Gilberte, dit-il d'un accent ému, si ces dangers étaient réels, et qu'ils pussent me rendre plus cher à ton cœur, je les bénirais !

— Tu me réponds par une galanterie quand je te demande la vérité sur des suppositions effrayantes... Il faudrait donc concevoir des doutes sur ta fidélité au serment militaire... et tous les jours trembler pour toi !...

— Mais c'est tout ce que je puis désirer, que tu penses à moi tous les jours !

— Encore !

— Comment puis-je te parler de choses étrangères, quand j'ai si peu d'instant à te voir, quand je n'ai pas encore eu le temps de te demander comme chaque fois que je te vois, si tu m'aimes toujours !...

— Tu en doutes ?

— Ou plutôt si tu es bien certaine de m'aimer... car ces inquiétudes sur des dangers que je pourrais courir, n'appartiennent qu'à un mouvement d'humanité... Gilberte, je n'ai jamais été bien sûr de ton amour... et je ne sais si tu en es sûre toi-même.

— Si, vraiment !... je peux bien juger de mes sentiments... Après mon excellent père, tu es ce que je préfère au monde... Mes amies, Marthe et Eglantine, me sont bien moins chères

attaques journalières contre le parti que nous représentons, supposent, en bonne foi, une connaissance exacte de nos opinions. Allez aux renseignements, monsieur le nouveau venu, et après cela, s'il vous plaît, nous compléterons ensemble. Jusqu'ici vous nous paraissez assez neuf en fait de doctrine sociale, pour croire que le choix qu'on a fait de vous est une preuve du mauvais jugement de vos patrons, qui n'ignorent pas que Lyon est le principal foyer du socialisme.

Vous nous avez naïvement renouvelé cette question, que Bugeaud adresse aux officiers de l'armée des Alpes : « Vous êtes socialistes, quel est votre homme ? »

Sans doute, il y a des fouriéristes, des cabétistes, des proudhonistes, etc. ; mais, en vérité, nous ignorions qu'il y eût des socialistes mazziniens, avec lesquels vous semblez nous associer. Il faut venir, en effet, de Quimper, ou de Brives-la-Gaillarde, pour découvrir des germes de socialisme dans le républicanisme aristocratique d'au-delà des monts.

Nous vous disions tout-à-l'heure : Allez aux renseignements ; nous vous dirons maintenant : Allez à l'école.

Esprit de l'armée.

Nous avons reçu de M. le major du 68e de ligne une lettre qu'il nous requiert d'insérer. Cet officier a eu tort d'employer une semblable formule pour une communication de ce genre. Nous nous estimons trop heureux de voir que tous les officiers de notre brave armée ne s'associent pas aux projets de la réaction, et qu'ils comprennent que la République, en rendant aux militaires les droits de citoyens que la royauté leur déniait, leur reconnaissait aussi le droit de s'occuper des affaires du pays et de contrôler la marche de son gouvernement. Voici cette lettre que nous nous empressons de porter à la connaissance des soldats de ce régiment, dans lequel nous comptons de nombreux amis. Ils verront qu'ils avaient tort de lire le *Republicain* en cachette, et nous pensons, en conséquence, qu'ils ne se gêneront plus pour venir chercher les numéros que nous tenons à leur disposition.

Monsieur le rédacteur,
Je vous prie, et au besoin je vous requiers, de déclarer fausses en tous points les assertions contenues dans votre journal du 6 de ce mois, article ayant pour titre, *Esprit de l'armée*, en mentionnant une lettre d'un soi-disant fusilier au 68e de ligne, qui se plaint d'avoir été puni ainsi qu'un de ses camarades pour avoir lu votre journal.

Ces faits sont complètement faux ! et je dois tenir à le constater par l'insertion de cette lettre dans votre journal.

Recevez, Monsieur le rédacteur, mes salutations.
Le Major du 68e de ligne, commandant.
HAUREL.

D'autres militaires du 50e de ligne, 3e bataillon, 4e compagnie, se plaignent de ce que, sans ordre supérieur, on leur a arraché des mains notre feuille qu'ils lisaient en commun. Nous serions heureux d'apprendre que ces faits sont controuvés et que dans ce régiment aussi les soldats sont considérés comme des citoyens. Nous attendons une réponse avec impatience. En attendant, nous prions les chefs de ce corps d'imiter l'esprit de tolérance de M. le major du 68e.

Revue des journaux de Lyon.

Le *Salut Public* s'escrime contre Barbès, qui a dit que l'humanité a un but et que le suffrage universel est un moyen de l'atteindre. Il ne veut pas que l'on ait de but : avoir un but, c'est vouloir le partage des biens. On conviendra que ce raisonnement n'est pas tout-à-fait de la force d'un cheval. Il est vrai que lui n'en n'a point, de but, qu'il marche au hasard, et en attendant, n'importe quel drapeau. Au reste, nous le citons : « Un but ? c'est la préférence personnelle de chacun, c'est le rêve du maniaque, le délire du fou, la marotte de l'ignorant ; le but ? c'est la confusion la plus complète qui se soit jamais vue. »

que toi... Il n'est peut-être qu'une affection qui ait place à côté de la tienne dans mon âme.

— Laquelle ?

— Celle d'un frère qui nous a été enlevé pour la guerre dès l'âge de dix-huit ans.

— Et lorsque tu pouvais à peine le connaître.

— Je n'avais que quatre ans... Hélas ! je ne devais pas le connaître davantage plus tard... Des guerres l'ont retenu loin de nous pendant longtemps ; et lorsque les autres officiers de l'empire rentraient dans leurs foyers, mon pauvre frère partait pour l'exil !

— Et tu disais ?

— Je disais qu'après mon père... et peut-être avec le souvenir de Lambert, tu es ce que j'aime et j'estime le plus au monde.

— Ce que tu m'accordes là, reprit Raoulx, ne suffit pas.

— Mais si, en vérité.

— Alors, si cela suffit, pourquoi ne consens-tu pas à m'épouser ?

— J'y ai consenti.

— Oui, mais sans fixer le jour de notre union.

Raoulx s'interrompit et reprit d'un accent du cœur profond, indicible :

— Tiens, Gilberte, c'est en ce moment que tu devrais me donner un espoir plus assuré, un mot d'amour vrai et sacré !... Oh ! tu ne sais pas combien j'en ai besoin !

— Ah ! mon Dieu ! s'écria Gilberte, après avoir consulté le cadran, les huit minutes sont écoulées... Sauve-toi.

Raoulx partit en effet comme un trait, et arriva au rempart par roulement du tambour qui l'appelait.

Le chef des compagnons de la nuit, en voyant la liaison d'Arthur d'Oberon avec le capitaine d'Herbier, avait conçu de vifs soupçons sur les sentiments du noble carbonaro et la solidité de sa foi civique. De plus, dans la dernière séance, le langage et l'attitude du vicomte d'Oberon, qui ne s'était point engagé dans la conspiration, et avait paru redouter ce

Ainsi donc, en avant et surtout au hasard, tel est le devise du *Salut Public* et de la République modérée. Nous le savions il y a longtemps.

Le *Courrier de Lyon* s'enfoncé de plus en plus dans la fange. Aujourd'hui, il déclare que les Autrichiens sont les sauveurs de l'Italie ; qu'une victoire de l'armée piémontaise aurait infailliblement perdu la patrie. « La victoire de Radetzki sera favorable à la cause de la civilisation ; elle raffermira le crédit public. » Le même langage que les traîtres de 1815 ! le même cynisme ! mais aussi, de la part du Peuple, le même mépris !

Il fait ensuite une réponse au *Peuple Souverain*, qui prouve qu'il n'a pas plus compris l'Evangile et l'histoire du Christianisme que l'histoire de France et l'honneur de la patrie. Décidément nous ouvrons une souscription pour lui offrir une botte de foin. Le maximum de la souscription est fixé à un centime.

Le Comité Electoral Central Démocratique du Rhône.

Citoyens,

Le jour est proche où le Peuple sera appelé à élire ses représentants à l'Assemblée législative.

Que cette seconde épreuve du suffrage universel soit une manifestation éclatante des sentiments démocratiques qui nous animent.

Arrière les traîtres et les lâches qui ont escamoté leur place à l'Assemblée constituante et ont vendu leurs votes aux ambitieux des restaurations ! à bas le manteau d'hypocrisie sous lequel se cachent les prétendus amis de l'ordre, suppôts de tous les régimes oppresseurs, ennemis nés de tous progrès !

Unissons nos voix sur de vrais patriotes et bientôt se réaliseront les bienfaits que le Peuple des villes et des campagnes est en droit d'attendre d'un gouvernement républicain.

Assez longtemps nous avons été dupes de promesses équivoques ; nul ne doit espérer nos suffrages s'il ne veut comme nous :

— L'abolition des impôts sur tous les produits naturels ou industriels de la terre ;

— L'instruction gratuite et obligatoire ;

— Le rachat des chemins de fer et l'exploitation par l'Etat des principales entreprises ou industries d'intérêt public ;

— La restitution du milliard extorqué à la nation pour les émigrés, ces amis de nos ennemis ;

— Le remboursement de l'impôt des 45 centimes ;

— La réforme du système hypothécaire qui est une permanente expropriation du sol de la patrie au profit des usuriers que l'impôt n'a pas encore atteints ;

— L'impôt progressif, c'est-à-dire une juste répartition des charges suivant les fortunes réelles, mobilières ou immobilières ;

— L'extinction de tous les privilèges et surtout des privilèges de l'ordre judiciaire, qui ont fait de la justice soi-disant gratuite, une justice ruineuse ou inabordable.

Nul enfin ne doit espérer nos suffrages si, avec toutes les améliorations successivement possibles, il ne veut franchement comme nous, la France glorieuse et libre.

Citoyens ! il reste beaucoup à faire pour la gloire et la liberté de notre pays. — Les barbares du Nord n'égorgent-ils pas à nos portes des Peuples amis, des Peuples nos frères ? — N'osent-ils pas nous présager de nouvelles invasions ? — Aux armes donc ! Aux armes que nous livre le suffrage universel ! union ! union ! et le Peuple français, dignement représenté, cette fois, se relèvera plus fier, plus heureux, plus puissant que jamais.

Vive la République !

Les membres présents du bureau,

G. VINCENT, CAUTEL-BAUDET, A. MORLON,
J. BLANC, secrétaire.

mouvement révolutionnaire, avaient beaucoup augmenté ses craintes.

Bories redoutait une faiblesse de caractère qui pouvait devenir dangereuse à la cause commune. Le matin de ce jour, qui était le premier août, il s'était concerté avec Raoulx. Tous deux avaient jugé de la dernière importance, qu'Arthur d'Oberon se trouvât à la séance solennelle de ce soir-là, où tous les initiés devaient comparaître pour prêter le serment spécial à la conspiration, sous peine d'être jugés traîtres à la société, qui en ce cas pouvait prononcer la peine de mort.

Afin que nul prétexte ne pût servir à son absence, ils avaient cru devoir lui adresser une carte de convocation qui lui rappelât le jour et l'heure de la séance, et fut dans les circonstances présentes une sorte de sommation d'y paraître.

Cette carte, portant le sceau de la société et les signes particuliers aux compagnons de la nuit, qui marquaient le quantième du mois et l'heure des réunions par le nombre et la disposition des étoiles, ne pouvait être confiée à des mains peu sûres, même sous le pli d'une lettre. Raoulx étant de garde toute la journée, avait eu la pensée de charger Gilberte de la remettre à sa place.

La jeune fille, dès que Raoulx se fut éloigné, ne pensa plus qu'à remplir fidèlement le message qu'il lui avait confié. Elle mit la carte mystérieuse dans son corset ; et, tout en soignant par habitude sa modeste toilette, elle répétait en elle-même, pour ne pas l'oublier, le nom d'Arthur d'Oberon, qu'elle venait d'entendre pour la première fois.

Ensuite, pour avoir à elle tout le temps nécessaire, elle dit à son père qu'elle allait juste chez Marthe, qui habitait sur le rivage, et elle put s'éloigner de la maison sans que l'on comptât les minutes de son absence.

Arrivée dans la rue Royale, à l'hôtel qui lui avait été indiqué, Gilberte traversa la cour, monta le perron qui conduisait à un vestibule ouvert et trouva deux valets à l'entrée.

Elle demanda d'une voix un peu intimidée à parler à M. d'Oberon.

Union de la Démocratie.

Blanqui disait récemment devant la cour de Bourges : « Le parti qui autrefois s'appelait révolutionnaire, vient de se transformer en ce sens seulement qu'il se nomme aujourd'hui le parti socialiste. »

Tout tendait, en effet, depuis quelque temps à ce changement de nom. Déjà le citoyen Proudhon, qui pendant plusieurs mois avait systématiquement été écarté des délibérations particulières que prenaient les membres avancés de l'Assemblée nationale, en était venu à se donner cordialement la main avec les représentants de la Montagne, et tous ensemble ils s'étaient mis d'accord sur les abus qu'il convient de détruire, sur les institutions qu'il convient de créer.

Pierre Leroux, qui, lui aussi, était d'ordinaire abandonné à sa propre impulsion et à son individualité, avait vu récemment plus d'une de ses propositions secondées par la crête de la Constituante, et notamment celle qui frappe les adultères d'indignité.

Enfin, tous les hommes de valeur, représentants ou autres, qui repoussaient soit le nom, soit les principes du socialisme comme effrayant les populations, et devant être sous ce rapport plus dangereux qu'utile, transigeant peu à peu avec les doctrines des chefs d'école et, voyant l'unanimité de la classe ouvrière de Paris, rester fidèle soit à Cabet, soit à Raspail, soit à Considérant, soit à Proudhon, soit à Thoré, inscrivait peu à peu dans leurs programmes des principes ou des formules d'abord repoussées.

Ce n'est pas tout, et des orateurs éminents de l'Assemblée, qui avaient toujours eu grand soin de se tenir sur la limite qui sépare la démocratie pure du socialisme, étaient naguère allés dans les clubs et les banquets maudire publiquement les abus du capital et demander que son action fût réformée. Dans le nombre, pour n'en nommer qu'un, se trouve Ledru-Rollin.

Cette heureuse fusion de tous les éléments populaires vient d'être consacrée d'une manière éclatante par le manifeste de la presse démocratique que nous avons publié hier.

Que faut-il conclure de cet accord, qui a si fort ému Paris et qui, nous n'en doutons pas, va bientôt porter l'émotion dans tous les départements ? Il en faut conclure que démocrates et socialistes ont senti le besoin de ne plus diviser les voix de la véritable opinion républicaine, lorsque les monarchiens de toutes les nuances organisent contre la République une coalition formidable.

Les ouvriers des villes, et dans les campagnes une partie des travailleurs, avaient d'ailleurs compris déjà que révolutionnaires et socialistes devaient se prêter un mutuel concours s'ils voulaient obtenir des résultats efficaces.

Correspondance spéciale.

Paris, le 6 avril 1849.

Chaque jour voit disparaître un des défenseurs du Peuple ; chaque jour les tribunaux de la réaction livrent un républicain à la prison ou à l'exil. Tout ce qui a pris un ascendant sérieux à force de dévouement, d'énergie ou de talent est peu à peu décimé. L'esprit de parti domine toute justice ; les juges sont devenus des soldats qui servent avec le glaive de la loi les desseins d'une politique sans âme. Les dénonciations et les espions se multiplient ; on voudrait des complots, une émeute pour justifier ces violences iniques, ces poursuites arbitraires. Isolée au milieu du calme recueilli du Peuple, la réaction, qui n'a jamais su maintenir sa puissance que par la crainte de l'inconnu, se trouble ; elle comprend que chaque jour élucide le problème, et rend mille fois préférable pour les moins entreprenants les chances de l'avenir aux misérables certitudes du présent. On exploite la misère, le désordre matériel dans d'odieux desseins. Lorsque les privations,

Il lui fut répondu que monsieur donnait une soirée d'été ce jour-là, qu'il était dans le parc avec les personnes invitées, et qu'on ne pouvait le voir en ce moment.

Gilberte cependant insista, disant qu'elle avait une lettre très importante à lui remettre, et qu'elle ne pouvait la donner qu'à lui-même.

Le domestique alors lui fit traverser le vestibule et une vaste salle à manger ; puis, ouvrant une porte à glace qui donnait sur le parc, il lui dit d'y descendre. Il ajouta, en étendant la main du côté que devait suivre la jeune fille, que monsieur était assis sur un banc, à droite de la grande allée.

Les difficultés qu'avait à résoudre Gilberte ne finissaient pas là. Elle pouvait remettre son message à M. d'Oberon lui-même, mais non pas sans témoin, et c'était la seconde des conditions que Raoulx avait imposées.

Après avoir fait quelques pas, Gilberte vit M. d'Oberon à la place que le valet de chambre lui avait indiquée. C'était un vieillard mis avec beaucoup de recherche, et s'entretenant avec deux dames assises, sur le banc du parc, à ses côtés, et de jeunes élégants debout devant lui.

La principale allée était bordée de belles charmilles abritant sous leurs cintres des urnes, des bancs de marbre, et s'étendant à perte de vue.

La jeune fille, avant d'avoir pu être remarquée des personnes qui parcouraient l'allée, passa de l'autre côté de sa cloison de verdure, espérant trouver un instant favorable où M. d'Oberon se séparerait de sa société et pensant devoir attendre ce moment pour l'aborder.

Gilberte, enfant du peuple, était, comme nous l'avons dit, attirée par un charme irrésistible vers les classes élevées, polies, brillantes, et avait souvent ressenti une tristesse jalouse de ne pas leur appartenir. Arrivée derrière le banc où ce groupe du grand monde était réuni, elle s'arrêta pour regarder et entendre les personnes qui le composaient.

CLÉMENCE ROBERT.

(La suite à un prochain numéro.)

l'abrutissement et les humiliations du malheur ont brisé les ressorts d'une âme. On lui demande de lâches délations au prix d'un pain sali de boue. On recrute des agents provocateurs, et le denier du pauvre laborieux sert à payer le pauvre avili qui livre au pouvoir le secret des colères et des indignations du Peuple. La société entretient ainsi les corruptions qu'elle devrait guérir; elle en fait le plus sûr garant de sa puissance, un moyen de gouvernement par excellence. Dans toutes les batailles prématurées où le Peuple succomba, nous retrouvons toujours la trace des excitations policières.

Le verdict prononcé par la haute-cour de Bourges, vient prouver plus énergiquement encore combien la réaction est aveugle dans ses passions. Les débats ont anéanti l'accusation; la condamnation qui vient de frapper nos amis est, aux yeux des hommes impartiaux, une déce mesure de parti par lesquelles la justice reçoit le plus cruel et le plus éclatant démenti. Tout le monde le comprend, c'est comme hommes politiques que Barbès, Raspail, Blanqui, Albert, Sobrier et Flotte ont été condamnés; c'est leur influence qu'on a voulu atteindre. On a voulu décourager les fervents, glacer les courages par la crainte des proscriptions, enlever au socialisme des chefs dévoués. Mais les vides dans les rangs se remplissent d'hommes nouveaux; l'exemple du dévouement a, lui aussi, sa contagion. Ces débats ont dessillé bien des yeux, ramené bien des préventions injustes. La sellette des accusés a servi de tribune au développement des idées, des sentiments qui animaient ces hommes tant calomniés; la solennité donnée au procès n'a rendu que plus saillante encore la nullité de l'accusation et la noblesse de la défense. Quelque douloureuse que soit la pensée des nouvelles douleurs qui attendent nos amis, nous regardons ce procès comme le plus heureux des enseignements socialistes.

Un journal qui n'est certes point socialiste, mais qui a acquis une juste célébrité par le sens profond de ses prévisions politiques disait ce matin: « Eh bien! nous le demandons, si par une cause ou une autre, une nouvelle révolution avait lieu, qu'arriverait-il et comment l'arrêterait-on? »

« Cette question, si simple, le ministre du 20 décembre se l'est imposée? Nous la posons; nous avons le droit de la poser. »

« Qu'on y réfléchisse mûrement, car il importe qu'on se garde d'avoir dans l'emploi de la force, dans le triomphe des baïonnettes, cette confiance funeste qui a coûté le trône à deux royautés, cette confiance aveugle qui fait dédaigner la raison comme importune, et la croyance comme superflue! »

Ces réflexions sont justes, elles viennent confirmer les avertissements que nous ne cessons de donner depuis longtemps, aux classes privilégiées qui cherchent dans la violence et la contre-révolution, à comprimer l'essor de l'humanité vers les idées nouvelles. Les transportations et les massacres de juin, les lois restrictives de la presse, des clubs, le verdict de Bourges, sont les signes des orages qui bientôt déchireront le sein de la patrie.

Que les hommes de paix et de concorde y songent, la réaction les conduit à l'abîme, il est temps, grandement temps d'arrêter sa marche et son audace.

Le Peuple des prolétaires, des mendiants, veut être libre: qu'il s'appête à souffrir; qu'il façonne son estomac aux tortures de la faim; qu'il désapprenne les joies de la famille. L'ouvrier veut être libre: qu'il renonce au travail, aux douces faveurs du salaire: les agioteurs et les usuriers, ceux qui tiennent au fond de leur sac l'existence du bétail humain, ceux-là ne veulent pas que l'ouvrier soit libre; il est fait pour obéir, pour bénir la main généreuse qui lui jette un morceau de pain. Serfs des villes et des campagnes, parias de l'industrie et de l'agriculture, renoncez à vos pères, à vos mères, à vos fils, à vos épouses; prenez la résolution héroïque de mourir de faim sans vous plaindre, sans murmurer, et sans vous révolter; vous avez commis le plus affreux des crimes: vous avez abattu l'odieuse domination des courtisans de la fortune, vous avez élevé la République sur les ruines de la monarchie; vous êtes condamnés aux angoisses de la misère. Ainsi le veulent les honnêtes gens.

(Voix du Peuple.)

Nous recevons du comité italien de Paris une pétition à l'Assemblée nationale en faveur de l'infortunée Italie qui nous appelle en vain à son secours. Nous nous y associons de tout cœur. Oui, oui, il faut enfin que le Peuple français manifeste d'une manière éclatante ses sympathies pour le Peuple ami! il faut que tous les opprimés de l'Europe sachent bien que nous ne sommes pas complices des lâches qui nous abreuvant de hontes. Nous allons faire tirer un grand nombre d'exemplaires de cette pétition; tous les sincères démocrates sont invités à la signer. En voici le texte:

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Citoyens représentants, Le dernier coup porté à l'Italie a retenti douloureusement au cœur de la France.

Toutes les nations sont solidaires; et si l'une d'elles laissait écraser sa sœur sous l'oppression, elle ne tarderait pas à en subir le contre-coup et à descendre après elle au tombeau.

Et, quand bien même, la voix de l'honneur ne doit-elle pas parler plus haut, en France, que la voix de l'intérêt?

Le 24 mai 1848, la France, par votre organe, a promis, à la face de l'Europe, de sauvegarder l'indépendance du Peuple italien et le respect de sa nationalité. La France ne peut oublier cette promesse solennelle; elle ne peut manquer à sa parole sans forfaire à son vœu de loyauté devant lequel ses ennemis eux-mêmes se sont inclinés.

L'indifférence de notre gouvernement devant les malheurs de l'Italie

blesse profondément tout ce qu'il y a de vivace et de généreux dans l'âme française. Son indignation déborde de toutes parts, et il est impossible qu'elle souffre longtemps la violation du principe sacré de la solidarité des Peuples.

Quelle cause plus sainte excita jamais les sympathies de la grande nation!... Au moment où l'avant-garde des hordes du nord ensanglantant les plaines du Piémont; quand le Croate menace de la torche et du glaive la mère des beaux-arts et la ville éternelle, FLORENCE et ROME!

Un seul mot, un seul acte de la France peut sauver l'Italie, qui s'écrie comme jadis la Pologne.

Rien qu'une main, Français, je suis sauvée!

Que notre gouvernement se hâte de reconnaître la République romaine ainsi que les gouvernements de la Toscane, de la Sicile et de Venise; et cette consécration sera leur force et la nôtre. Qui donc alors osera les attaquer?

Ce premier acte, exécuté sans retard, sera décisif, car il arrêtera instantanément dans leur marche les ennemis de l'Italie qui sont aussi les nôtres. Toute autre mesure serait inefficace et inopportune.

En conséquence, nous vous demandons, citoyens représentants, que vous décidiez le gouvernement à accomplir sans délai cette reconnaissance des nouveaux pouvoirs que se sont donnés les Peuples affranchis de l'Italie. Notre honneur et notre salut sont à ce prix. C'est, en un mot, le vœu le plus ardent de la France, qui demande à ne pas déchoir de son rang, et qui ne veut pas avoir à se laver devant la postérité de la honte d'avoir laissé périr une nation amie, une nation dont les infortunes ne sont comparables qu'à son antique noblesse.

On nous écrit de Colmar, 1er avril:

Mon ami Gustave Struve m'écrit de Fribourg, sous la date du 29 mars:

« Au 18^e jour de ma 5^e arrestation, au 9^e jour du combat.
« Cher ami,

« Les débats sont terminés; demain notre jugement sera prononcé. Nous ne voulons nullement préjuger, mais nous pouvons affirmer que nous avons remporté un grand triomphe intellectuel, et cela nos adversaires même en conviennent. La question principale est donc gagnée; la condamnation ou l'acquiescement des jurés est chose accessoire, car l'opinion publique nous a acquittés.

STRUVE.

P. S. du 31 mars 1849. — Le jugement est prononcé; nous sommes condamnés à huit ans de travaux forcés ou à cinq années quatre mois de prison cellulaire. Ce jugement n'est pas valable, aussi nous avons déjà déclaré la nullité de ce jugement et en avons appelé.

G. STRUVE.

« Voilà, citoyens et amis, ce que je puis vous dire pour le moment. Le temps me presse; je ne puis plus que vous serrer la main et vous faire à tous les cordiales amitiés de tous les amis. Le docteur Jønger est malade depuis quelques semaines; c'est un rhumatisme qui le tourmente.

« Agréez, etc. »

LE MILLIARD DES EMIGRES.

La pétition pour demander la restitution du milliard continue à se couvrir de signatures.

Le parti royaliste en est épouvanté. Aussi l'un de ses organes les plus influents, abordant cette question brûlante, fait de vains efforts pour donner quelques mauvaises raisons en faveur du milliard extorqué à la France par ces mêmes hommes qui, pendant vingt-deux ans, portèrent ouvertement les armes contre leur patrie, ou conspirèrent sa ruine avec les rois de l'Europe.

On vient dire aujourd'hui que c'était pour consolider la propriété des biens nationaux, dans les mains de leurs détenteurs. Mais ne faites donc pas les hypocrites, messieurs de la réaction. Est-ce que bien avant le vote du milliard, la Charte, librement octroyée par votre roi de droit divin, Louis XVIII, n'avait pas déclaré inviolables toutes les propriétés, y compris celles dites nationales. Est-ce que les Foy, les Thiers et tous les députés libéraux d'alors n'étaient pas unanimes pour repousser cette œuvre de malheur, cet acte immoral où, jugeant dans leur propre cause, les trois cents de M. de Villèle, sans pitié pour la France épuisée, venaient lui extorquer encore un milliard pour récompenser toutes les trahisons.

(Feuille du Peuple.)

Liste des citoyens formant le jury de la haute-cour.

Pitre (Ain), Hébert (Aisne), Gasier (Basses-Alpes), Faure (Ardèche), Sicard (Aude), Bozes (Bouches-du-Rhône), d'Hermery (Charente), Lambert (Charente Inférieure), Brouillet (Corrèze), Vallade (Creuze), Joubert (Drôme), Bonnet (Eure-et-Loire), Hervieu (Finistère), Deshours de Calviac (Gard), Sabatier (Hérault), Delavau (Indre), Baumont de Vassy (Indre-et-Loire), Picot d'Aligny (Jura), Darrican (Landes), l'ex-comte de Roujon (Loir-et-Cher), Goyen de Marié (Loire-Inférieure), Filhon (Lozère), Handol (Marne), de Skopten (Haute-Marne), Larzillière-Beudon (Meuse), Harscourt de Saint-Georges (Morbihan), de Bourgoing (Nièvre), Legrand (Nord), Porterie (Hautes-Pyrénées), Lambert (Bas-Rhin), Renach de Rieusbach (Haut-Rhin), de Baunay (Sartre), de Breuveray (Seine-et-Oise), David (Deux-Sèvres), Palhier (Tarn).

Plus 4 jurés supplémentaires: Larramé (Tarn-et-Garonne), Guinebaud-Lagrostière (Vendée), Lauremeau (Vienne), de Varengo (Yonne).

Avis aux électeurs.

Nous insérons ici un tableau qui indique à chaque électeur les délais fixés par la loi électorale pour les réclamations.

Affiche annonçant le dépôt de la liste, 1er avril.

Dernier délai pour les réclamations, 10 avril.

Délai pour les décisions de la commission chargée de prononcer sur les réclamations, 15 avril.

Délai pour la notification des décisions de la commission, 18 avril.

Délai d'appel devant le juge de paix, 23 avril.

Délai des décisions du juge de paix, 3 mai.

Délai de l'avis à donner au maire par le juge de paix, 6 mai.

Clôture définitive des listes, le 6 mai.

La clôture peut, selon les circonstances, n'avoir lieu que le 8 mai.

Correspondance particulière du RÉPUBLICAIN.

Paris, le 6 avril.

Aujourd'hui, à l'occasion du Vendredi saint, l'Assemblée nationale ne tient pas séance, du reste une grande partie des représentants assistaient aux convois de leurs trois confrères dont nous avons annoncé la mort hier.

— Une légion française, pour la haute Italie, s'organise en ce moment à Paris; on donne même le travail de cette formation comme avancé; la plus grande des difficultés consiste toujours dans la mauvaise volonté du gouvernement quant à la livraison des armes. Il y avait là, cependant, un morceau de pain à gagner pour nos ouvriers de St-Etienne, Maubeuge et d'autres villes. Mais les besoins de la nouvelle grande politique!

— L'absence du citoyen Thiers à la dernière séance de l'Assemblée nationale avait donné lieu hier au bruit répandu qu'il avait une attaque de choléra. Cette nouvelle était sans fondement.

— Les employés du chemin de fer de Paris à Rouen et de Rouen au Havre ont reçu défense depuis quelques jours de porter moustache.

— Des lettres de Londres annoncent que le cabinet anglais est disposé à repousser l'offre de médiation simultanée proposée par l'abbé Gioberti et la République française dans les affaires du Piémont et de l'Autriche.

— Le *Siccle* déclare aujourd'hui que tous les bruits répandus au sujet de la personne qui va devenir son rédacteur en chef sont sans fondement, et que le cit. L. Perrée assume la responsabilité de la direction politique de cette feuille.

— La circulaire électorale du cit. Guizot, adressée aux électeurs du département du Calvados est sous presse en ce moment.

— On remarque ce matin un grand déploiement de forces aux débarcadères des chemins de fer du Nord et de Paris à Orléans. De nombreux détachements de troupes ont été dirigés aux deux embarcadères. On attend les condamnés de Bourges, qui doivent être transférés immédiatement à Doullens par le chemin de fer du Nord.

— Barthélemy et Lacambre, les fameux évadés de la prison militaire de la rue du Cherche-Midi, sont dit-on, cachés aux environs de Paris. On annonce l'évasion d'Armand, le fameux chef des barricades du faubourg Ménilmontant. On se rappelle que Lacambre est l'homme de confiance de Blanqui, et que Barthélemy est un des soldats les plus intelligents et les plus chevaleresques de la bataille de juin.

— En raison de la publication du programme de la presse démocratique socialiste contenu dans son numéro d'hier, le journal le *Peuple* a tiré ce numéro à 55 mille exemplaires.

Le tirage de ce journal sera maintenu au même chiffre désormais. Le succès du *Peuple* est un fait inouï dans les annales de la presse quotidienne française.

— Tous les argousins hauts et bas sont en grand émoi depuis hier soir, par suite de l'arrivée d'une note secrète ainsi conçue, adressée à Carlier par un agent en Belgique.

« Un homme de taille et de corpulence colossale, la tête petite et dans les épaules, la voix grêle, ressemblant enfin autant que possible à Marc Caussidière (le 1er préfet de police de février), vient d'arriver d'Ostende à Bruxelles. Il part pour la France. »

— Il paraît que Louis Blanc, le jour du banquet des délégués du Luxembourg, et pendant que son toast était lu par le président de ce banquet, était caché dans une maison du faubourg Saint-Germain, de manière à diriger, en quelque sorte à courte distance, cette réunion imposante de démocrates. Carlier affirme qu'il est sur les traces de l'auteur de l'*Histoire* de 10 ans.

— Une lettre de Gourliu (Nord), qui nous est communiquée, annonce que dernièrement les habitants de ce village, voulant manifester leurs sympathies pour la République, organisèrent un banquet suivi de la plantation de leur premier arbre de liberté. La démonstration patriotique eut lieu sans désordre, ni opposition d'aucune sorte.

Quelle ne fut, pas le lendemain, la surprise des républicains de Gourliu, trouvant leur arbre arraché et mutilé? Mais ce n'était pas assez pour les défenseurs de la paix publique, les amis de l'ordre, les vengeurs de la famille et de la propriété. Deux jours après, la maison du citoyen Dulez, sur le terrain duquel l'arbre de liberté avait été inauguré, était la proie des flammes. Cette propriété a été littéralement dévorée par l'incendie.

Nous allons voir la conduite des autorités.

— Le comité de l'agriculture examinera prochainement une proposition du citoyen Richard (Cantal), sur l'étude des moyens propres à détruire les insectes nuisibles à l'agriculture.

— Le comité des finances va examiner une proposition du citoyen Angar (Haute-Saône), relative aux immeubles possédés par l'Etat et à l'affectation de ces immeubles aux diverses administrations.

— On parle de plusieurs promotions dans l'ordre national de la Légion-d'Honneur. Au nombre de ces promotions, serait celle du citoyen Baroche, procureur-général près la cour d'appel de Paris, qui serait nommé officier de la Légion d'Honneur. C'est le moins pour un si grand service.

— Le gouvernement du Sénégal vient de demander la décoration de la Légion-d'Honneur pour un nègre, nommé Joseph, qui a inventé un système spécial de bris-lames, pour la barre de St-Louis, qui est, comme on sait, si redoutable.

Assemblée nationale.

Correspondance particulière du RÉPUBLICAIN.

Suite et fin de la séance du 5 avril.

Chap. 9. Faculté de médecine, 733,100 fr.

Adopté avec une réduction de 4,000 fr.

Chap. 10. Faculté des lettres, 803,696 fr.

La commission propose une réduction de 42,000 fr. Le chapitre est adopté avec la réduction de 42,000 fr. Chap. 12. Ecoles supérieures de pharmacie (objets divers), 317,300 fr.

Réduction proposée par la commission, 40,000 fr. — Adopté. Chap. 13. Instruction secondaire (frais généraux), 101,000 fr. Adopté avec la réduction de 14,000 fr.

Chap. 14. Lycées et collèges communaux, 2,427,000 francs. — Adopté.

Chap. 16. Instruction primaire, inspection, 596,000 francs. — Adopté.

Chap. 17. Instruction primaire, dépenses départementales, 4,323,700 fr.

Le cit. Pascal Duprat déclare qu'il a voté presque toutes les économies proposées par la commission; mais en ce qui concerne l'instruction primaire, il trouve qu'elle n'a pas assez de développement; il propose, par amendement, d'ajouter 1,600,000 fr. au crédit demandé par le gouvernement.

Le citoyen rapporteur demande de réserver le vote du chapitre et de renvoyer l'amendement du citoyen Pascal Duprat à la commission.

Ce renvoi est prononcé.

Chap. 18. Instruction primaire. (Dépenses imputables sur les ressources des écoles normales primaires) 533,000 fr. — Adopté.

Chap. 19. Institut national de France, 383,300 fr.

La commission propose une réduction de 1,000 fr. — Adopté.

Chap. 20. Collège de France, 180,000 fr. — Adopté.

Chap. 21. Ecole d'administration, 85,000 fr.

La commission propose de réduire ce chapitre à 53,000 fr. Le chapitre, ainsi amendé, est adopté.

Les chapitres suivants, jusque et y compris le chapitre 24, sont adoptés sans discussion.

Chap. 25. Bibliothèque nationale (crédit extraordinaire et transitoire), 123,716 fr.

La commission propose une réduction de 63,716 fr.

Cette proposition est combattue par le citoyen Hauréau, qui voit dans la réduction l'inconvénient d'empêcher de compléter des collections très précieuses et de continuer le travail si important des catalogues.

Le chapitre est adopté avec la réduction.

Les quatre chapitres suivants sont adoptés sans discussion.

Chap. 50. — Etablissements divers, 20,400 fr.

La commission propose de réduire ce crédit à 5,400 fr. — Adopté.

Les derniers chapitres sont adoptés sans discussion.

L'Assemblée ne procède pas au vote sur l'ensemble du budget spécial de l'instruction publique, le chap. 16 ayant été réservé.

L'Assemblée s'occupe ensuite du règlement de son ordre du jour; elle décide que la nomination des membres du conseil d'Etat sera portée sur l'ordre du jour de mardi.

La séance est levée à six heures un quart.

Chronique locale.

Nous avons annoncé que la société de médecine de Lyon, allait publier une instruction populaire en cas d'invasion du choléra; un citoyen nous écrit pour nous faire observer que Raspail, le médecin et l'ami du Peuple, a donné depuis longtemps son ordonnance contre ce fléau dévastateur. On la trouve dans le *Manuel* pour 1849, page 45; dans la *Revue Élémentaire*, ainsi que dans l'*Histoire naturelle de la santé et de la maladie*.

Nous invitons nos concitoyens à veiller soigneusement à ce que les électeurs ne reçoivent pas plusieurs cartes: une pour la ville, et une pour les communes suburbaines ou la campagne. Ces sortes d'abus ne se sont produits que trop souvent, pour négliger les mesures qui pourraient en empêcher le retour.

Nous avons annoncé que le *Republicain* ne pouvait plus se crier à Vienne, en vertu d'un arrêté du maire. On nous écrit aujourd'hui, qu'il est défendu même de le vendre. Bientôt le *Peuple Souverain* subira le même sort. En attendant, les feuilles royalistes, telles que le *Président* et l'*Echo des Electeurs*, circulent sans encombre. Cette rage de la réaction prouve que nous frappons juste, et, loin de nous abattre, elle est pour nous un encouragement.

Le 12 mars dernier, le bureau de bienfaisance de la Guillotière, ayant renouvelé au scrutin secret l'ordonnateur de ses dépenses, le citoyen Despinay fut élu en remplacement du citoyen Boissonnet qui, depuis quatre ans, s'était immobilisé dans cette fonction. Le nouvel ordonnateur s'attendait à commencer ses travaux de suite ou, tout au moins, dans les huit jours; mais pour cela il fallait que son prédécesseur lui rendît ses comptes et c'est ce qu'il a constamment refusé de faire. Le cercle électoral de la Guillotière, qui nous signale ce fait, désirerait savoir le motif qui empêche le cit. Boissonnet de rendre des comptes depuis si longtemps attendus.

La farce est jouée. Comme nous l'avions fait pressentir hier, la démission du cit. Tourangin n'était qu'une frime.

Pressé par les notables de la ville, qui lui ont écrit une lettre collective, le préfet du Rhône consent à rester en fonctions. Au risque de perdre les deux yeux, il n'abandonnera pas le parti de l'ordre.

Le banquet électoral démocratique de la commune d'Oullin, aura définitivement lieu le dimanche, 15 avril. Les républicains des communes environnantes sont invités à y envoyer des délégations. Les commissaires de ce banquet fraternel invitent les démocrates à répondre à leur appel.

On peut se procurer des cartes aux bureaux du *Republicain*, du *Censeur* et du *Peuple Souverain*:

Chez Gudin, rue Quatre-Chapreaux, 14. — Couturier, place de la Trinité. — A Irigny, chez Pierrou. — Charly, chez Emile Serrurier. — Vourles, chez Mermet. — Bugue, chez Gauthier. — Chaponost, chez Neyrin. — Saucieux, chez Gaudin. — Sainte-Foy, chez Baudi. — Saint-Genis, chez Mazardier. — Mulatière, chez Livernet. — Givros, chez Faure.

Nouvelles étrangères.

Italie.

GENES. — La ville est en état de défense, et d'un sentiment unanime pour la liberté. Le général La Marmora a adressé aux habitants une proclamation dont le ton menaçant rappelle le fameux ordre du jour de Radetzki, les autorités de la ville de Livourne ont fait un appel aux habitants de cette ville pour les engager à voler au secours de leurs frères.

SAVOIE. — On nous écrit de Chambéry: Une bande de soldats de la brigade de Savoie, arrivée à la Sallanches, s'est livrée au pillage, notamment dans la caisse du percepteur.

Les habitants de Cluses ont mis sur pied la garde nationale, qui leur a barré passage aux portes de la ville. Il en est résulté une collision dans laquelle trois soldats sont tombés sous un feu de peloton. Il paraît que Sallanches aurait à se reprocher d'avoir refusé tout secours à ces soldats, qui sont tous de la province du Chablais. C'est un malheur bien regrettable.

Un sénateur qui avait été envoyé, dans le temps, en Tarentaise, pour instruire sur l'assassinat de Meugnier, est encore en mission dans les provinces de Haute-Savoie et Tarentaise, pour informer sur les séditions de ces deux provinces. On verra si le résultat de ses enquêtes sera le même; j'en doute fort.

Allemagne.

Les dernières nouvelles du théâtre de la guerre en Hongrie confirment les succès remportés par les Madgyars. On était loin d'être sans inquiétude à Vienne, où l'on s'attendait, chaque jour, à voir arriver les Hongrois victorieux donnant le signal d'un soulèvement général, qui, cette fois, emporterait pour toujours la monarchie autrichienne et ses adhérents corrompus.

On ne s'explique le retard de cette expédition que par l'intervention armée de la Russie, moins craintive à secourir les rois que le gouvernement français pour intervenir en faveur des Peuples opprimés.

On assure, en effet, que, pour en finir avec les Hongrois, la Russie doit intervenir ostensiblement. Déjà, écrit-on, les Russes sont entrés dans la Galicie pour de là envahir la Hongrie. En Transylvanie, il y a aujourd'hui 6,000 Russes. Mais on assure que beaucoup de ces soldats désertent pour aller grossir les rangs de l'armée hongroise.

Les nouvelles sur Bem sont contradictoires; le 20 mars, on faisait courir à Vienne le bruit que ce général, défait par les Russes, avait été forcé de se jeter dans la Valachie, et que cinq de ses principaux officiers avaient été perdus pour expier leur crime. Nous espérons que cette nouvelle, déjà démentie une première fois, n'aura été propagée à dessein par la réaction que pour atténuer l'impression faite sur les esprits par l'approche des Hongrois. Les bruits les plus inquiétants se répandent sur la situation des armées impériales, qui paraissent être en pleine retraite. Cette retraite ressemble à une fuite et s'effectue par des routes détestables.

Suivant toutes les apparences, une bataille décisive aura lieu à Alt-Adrad. A Vienne, les arrestations politiques recommencent.

La seconde chambre prussienne a constitué une commission pour la rédaction d'une adresse à la couronne. Cette commission est en général favorable à l'arrestation.

Il n'est pas impossible que le gouvernement prussien, armé de cette démonstration, réussisse à s'assurer la prépondérance en Allemagne.

Le gouvernement badois a cherché à exploiter par tous les moyens le procès de Struve à son avantage. Le chef démocrate, condamné à huit ans de forteresse, a rappelé à ses juges qu'ils avaient pu le condamner, comme le concile de Constance avait condamné Jean Huss et son ami Jérôme de Prague. Ce jugement était au pouvoir du concile, mais ce qui n'était pas en son pouvoir, c'était d'empêcher les conséquences de ce jugement de s'accomplir. Quand le concile prononça son jugement, le monde ne connaissait pas encore ni Ziska ni Procope! Qui sait, s'est écrié Struve, si parmi les républicains condamnés, n'existent pas, méconnus et inconnus, les vengeurs de l'Allemagne républicaine!

Le jury a encore à prononcer sur la courageuse épouse de Struve, sur le frère de cette dame et sur le plus intrépide des républicains badois, Joseph Sikler, de Constance.

Angleterre.

LONDRES, 4 avril. — Le président des Etats-Unis, général Taylor, a reçu les hommages du corps diplomatique étranger, dont l'interprète a été M. Alocar, ministre plénipotentiaire de la confédération argentine, en sa qualité de doyen du corps diplomatique. Des paroles très courtoises ont été échangées.

Les nouvelles de prétendus projets de révolte au Canada sont très confuses.

Le gouvernement américain prendrait des mesures énergiques pour empêcher l'intervention des américains dans les affaires du Canada.

Le premier détachement des gardes nationales anglaises qui viennent visiter Paris, doit partir demain, 6 avril.

FAITS DIVERS.

Le journal le *Pays* vient de découvrir, au dire des journaux réactionnaires, un procédé très ingénieux, pour décourager la propagande socialiste.

Il propose que tous les bons citoyens s'obligent par serment à ne pas lire le *Peuple*, à peu près comme les membres des sociétés de tempérance, s'engagent à ne pas boire de liqueurs fermentées.

Nous nous abstenons de tout commentaire en présence d'une proposition si ridicule; nous nous contentons d'indiquer à nos lecteurs que le journal le *Pays* s'intitule *Journal des volontés de la France*, et nous les laissons juge de l'appréciation de cette dénomination.

Une feuille de Metz annonce que l'évêque du diocèse vient de faire déposer aux pieds du pape une somme de dix-huit mille fr., résultant des quêtes ordonnées pour le saint père.

Les pauvres, les véritables pauvres ont rarement d'aussi bonnes aubaines! (*Courrier de la Moselle*).

Dix sapeurs du premier régiment du génie, écrivent au *Peuple*, afin de provoquer une pétition immense, nationale, pour faire marcher l'armée des Alpes sur Milan et Vienne. Cette pétition, disent-ils, nous la signerons tous. Prenez l'initiative et que les bourgeois commencent, on ne pourra pas dire que l'armée délibère, nous signerons tous, mais individuellement, et chacun de notre côté. Et puis, nous verrons s'ils peuvent nous envoyer tous en Afrique, aux isolés.

Oui, dirons-nous avec ces braves militaires, que l'armée le veuille et la France fera en 1849, une campagne plus glorieuse que celles d'Austerlitz et de Marengo; ce sera la dernière guerre, celle de la libération des Peuples et de l'anéantissement des tyrans.

Campagne à jamais mémorable, où les Français seront reçus à bras ouverts en quittant la France comme en y

rentrant.

On annonce l'arrivée à Paris de cinq jeunes gens appartenant aux premières familles de Téhéran. Ils sont envoyés en France par le gouvernement persan pour y faire leur éducation. Parmi eux se trouve un cousin du nouveau sha de Perse.

On nous apprend aussi que des bandes de jésuites fondent, comme autant de corbeaux après à la curée, sur nos départements méridionaux. Ces sont encore les meilleurs agents des défenseurs du trône et de l'autel. Il en vient de tous les coins de l'Europe, et même des Etats-Unis. Leurs maisons d'Aix et de Marseille sont trop étroites pour contenir tous ceux qui arrivent chaque jour.

Ils se placent comme précepteurs dans les maisons particulières, en attendant le moment favorable d'ouvrir leur établissement, ce qui ne peut tarder longtemps sous l'administration honnête et modérée des Falloux-Faucher et compagnie.

On écrit de Tonnerre, 27 mars:

Après une longue incertitude sur l'achèvement possible ou non du chemin de fer de Paris à Lyon, le tronçon de Paris, et mieux de Charenton à Tonnerre, vient d'être essayé. Les cit. Julien Chaperon, Labouré, ingénieurs, accompagnés de quelques autres personnes, sont arrivés hier soir, à cinq heures, à Tonnerre, avec la première locomotive, par la voie nord, qui est entièrement achevée, aux acclamations de la foule accourue sur son passage.

Le tribunal de Savenay poursuit, à St-Nazaire, une affaire qui fera scandale.

Le frère Thomas, appartenant à la doctrine chrétienne, et dont on était parvenu à faire un instituteur communal au préjudice d'un élève de l'Ecole normale, est en fuite. Plusieurs de ses élèves ont fait contre lui des révélations que l'on devinera aisément, puisque nous ne pouvons les reproduire, et sur lesquelles la justice informe.

(National de l'Ouest.)

Les gardes nationaux de Bordeaux ont donné un banquet aux soldats du 45e régiment de ligne, de la garde mobile et du 4e chasseurs en garnison dans cette ville. Des toasts ont été portés: A la République démocratique! — A l'humanité! — A l'union des partis! — A l'Italie! — A nos frères de Pologne et de Hongrie! — A la République universelle! — L'ordre le plus parfait, l'enthousiasme le plus vif présidaient à cette fête de famille; des couplets sur l'union de l'armée et des citoyens ont été chaleureusement applaudis.

Le *Chant du départ*, chanté avec énergie par un voltigeur du 45e, a été salué par ces cris de *Vive la République!* Les convives se sont séparés aux cris de *Vive la République!*

Comptez donc sur l'armée pour renverser la République, messieurs les réactionnaires de toutes les couleurs!

A la date d'aujourd'hui, le nombre des cas de choléra signalés depuis le commencement de l'épidémie, dans les divers hôpitaux de Paris, était de 1,006; le nombre des décès de 565.

Le Gérant, BUREL.

Lyon. Impr. de Rodanet et comp., rue de l'Archevêché, 3.

Dépôts d'exemplaires de chaque numéro du **RÉPUBLICAIN**.

Ballay, libraire, rue de la République, 9. — Beuchillon, rue Grenette. — Mme veuve Bealem, rue des Bouchers, 8. — Repelin, débitant de tabac, côte des Carmélites, 20. — Mme veuve Laval, marchande de papeteries, 6. — Maringoni, rue de Trion. — Charavay, libraire, quai de l'Hôpital. — Charavay, libraire, galerie du Grand-Théâtre. — Barquet, cours Morand, 9. — Mme Rozet, libraire, rue de Sarron, 3.

SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE. Nous sommes priés d'annon-

cer que la société démocratique des industries réunies, vient de se constituer définitivement.

Les citoyens qui désirent prendre des actions sont priés de s'adresser chez les citoyens:

Vonchainin, cafetier, place de la République, 41; Café des Arts, rue de Sarron; Jallot, marchand de vins, quai Bourgneuf, 127; Café Démocratique, place du Perron, Boucherie Démocratique, rue Tables-Claudienne, 12.

Le prix de l'action est de DEUX FRANCS.

ICARIE. Plusieurs Lettres des Icaris à la Nouvelle-Orléans; brochure in-8 de 16 pages. 15 c. En vente chez le citoyen Faucon, rue de la Grenette, 25, au 2°, et chez différents libraires.

MALADIES SECRÈTES

PHARMACIE DE PH. QUET,

Rue de la Prefecture, 5, à Lyon.

Maison de confiance pour la bonne préparation des remèdes employés pour la guérison des maladies secrètes, dartres, gales, syphilis, etc.

Dépôt des capsules au BAUME DE COPAHU PUR, sans odeur ni saveur, contre les écoulements anciens ou récents.

INJECTION ASTRINGENTE d'un effet assuré dans les cas chroniques qui auraient résisté à tout autre remède.

SUSPENSIVOIR ELASTIQUE indispensable à ceux qui montent à cheval ou qui font de longs exercices.